



VINCENT DELAHAYE

SÉNATEUR DE L'ESSONNE LIBRE & INDÉPENDANT

@v_delahaye



Grâce, notamment, à mon initiative le débat sur l'énergie va avoir lieu !

| News Sénat - avril 2025 |



Nucléaire : retour sur mes interventions publiques

Face à la hausse continue des factures d'électricité et aux risques (techniques) pesant sur la stabilité de notre réseau, il est urgent de repenser notre politique énergétique. Le gouvernement voulait imposer une Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) sans débat, privilégiant la progression des énergies intermittentes en n'insistant pas suffisamment sur l'indispensable relance du nucléaire, pourtant garant de stabilité et de compétitivité. Grâce à mon initiative et à celle de mon collègue LR Stéphane Piednoir, le Parlement ne sera finalement pas ignoré sur un sujet majeur pour l'avenir de notre pays. Je défends une stratégie fondée sur la souveraineté énergétique et la protection du pouvoir d'achat. Il faut réinvestir beaucoup plus dans le nucléaire que ce qu'annonce le projet de PPE aujourd'hui. J'ai également proposé une baisse de la fiscalité sur l'électricité pour soulager les ménages et les entreprises. Le gouvernement doit tenir compte des travaux du Parlement et notamment de ceux de la commission d'enquête que j'ai menée au Sénat pour modifier substantiellement le projet de programmation préparé par son administration. Les élus doivent absolument être entendus pour que nous prenions enfin la bonne direction.

En mars et avril l'actualité est au nucléaire. J'essaie autant que possible de faire la promotion des recommandations de ma commission d'enquête électricité, vous pouvez retrouver ci-dessous deux de mes interventions. En résumé, la commission d'enquête du Sénat sur l'électricité souligne l'interdépendance entre la production, la consommation et le prix. Elle recommande de prolonger la durée de vie des centrales si possible jusqu'à 80 ans, d'augmenter la puissance des réacteurs de 900 MW et de construire 14 nouveaux réacteurs EPR2. Elle préconise également d'investir dans les réacteurs à neutrons rapides (RNR), considérés comme le nucléaire du futur. L'investissement public massif, estimé à 200 milliards d'euros sur 20 ans, est jugé essentiel. Le rapport reste sceptique quant à l'éolien, notamment offshore, en raison de coûts élevés, mais considère le photovoltaïque en autoconsommation comme une solution pertinente.



La vidéo du webinar Patrimoine Nucléaire et Climat



Consultez l'article du Monde



Ici l'article de Public Sénat



Retrouvez l'article du Républicain de l'Essonne



Visite du CEA : acteur incontournable de la recherche sur le nucléaire

J'ai eu l'occasion d'échanger avec Philippe Stohr, Directeur de l'énergie nucléaire du CEA, et François Jacq, Administrateur du CEA de Saclay. Ils m'ont rappelé que, malgré les annonces gouvernementales, les financements du CEA diminuent alors même que le nucléaire du futur nécessite des investissements majeurs en recherche pour développer des prototypes de réacteurs à neutrons rapides (RNR) à l'échelle industrielle. Ces avancées exigent également des infrastructures adéquates pour la fabrication et le traitement des combustibles. Il s'agit d'une véritable révolution technologique qui impliquera à terme un renouvellement profond du parc nucléaire. Lors de ma visite du Laboratoire d'étude des combustibles irradiés, j'ai pu tester les bras robotisés permettant de manipuler et tester des matériaux irradiés afin d'évaluer leur résistance. Le travail accompli par le CEA est remarquable et indispensable pour nous garantir une énergie pas chère et décarbonée.



Autoroutes : des profits toujours aussi importants

Record de vues pour les auditions de la Commission d'enquête Électricité !



La publication des résultats 2024 des sociétés d'autoroutes est passée presque inaperçue. Et pourtant... la vie est belle pour ces entreprises qui prospèrent grâce à l'argent des automobilistes. Plus de quatre milliards d'euros de dividendes ont été versés cette année. Ces chiffres confirment totalement les prévisions que nous avons

formulées en 2020 dans le cadre de la commission d'enquête du Sénat, dont j'étais le rapporteur. Vinci avait déjà atteint les 8 % de rentabilité annuelle attendus sur toute la durée des contrats fin 2023, et Eiffage les a atteints fin 2024. Tout profit au-delà de ce seuil peut être considéré comme un surprofit, dont nous estimons le total à 34 milliards d'ici la fin des concessions. Pendant ce temps, les sociétés d'autoroutes poursuivent leur stratégie du silence et de l'intimidation judiciaire. Le Gouvernement, lui, reste figé. Il est pourtant urgent d'agir : stopper toute prolongation de contrat, préparer sérieusement leur échéance (2031-2036) et ouvrir enfin une discussion sur la redistribution et l'utilisation de ces surprofits. Les Français ne comprendraient pas que ces milliards ne servent pas l'intérêt général.



Pour conclure sur ce sujet, les services du Sénat m'ont informé que les vidéos des auditions de la commission d'enquête dont j'étais le rapporteur battent des records de visionnage, preuve de l'intérêt des Français ! Pour ceux qui ne l'ont pas encore vue, l'audition de Jean-Marc Jancovici cartonne, avec plus de 400 000 vues

cumulées sur YouTube et TikTok.



Voici l'audition de Jean-Marc Jancovici.



Retrouvez mon communiqué de presse

*Bien fidèlement
Vincent*

Libres et indépendants pour l'Essonne
Jocelyne Guidez et Vincent Delahaye à votre disposition
v.delahaye@senat.fr
www.vincentdelahaye.com

Sénat : 15 rue de Vaugirard 75006 Paris - tel : 01.42.34.48.27

